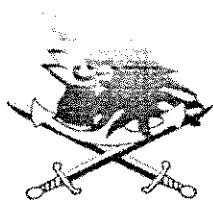


REPUBLIQUE DU CAMEROUN



PAIX – TRAVAIL - PATRIE

MINISTERE DE LA DEFENSE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 508/13/AONO/MINDEF/CIPM/2026 DU 03...FEV...2026...POUR LE
RACCORDEMENT EN MOYENNE TENSION-1 KM AU 3^{eme} BATAILLON
D'INTERVENTION DE LA BRIGADE DU QUARTIER GENERAL A AYOS,
DEPARTEMENT DU NYONG ET MFOUMOU, REGION DU CENTRE.

« EN PROCEDURE D'URGENCE »

FINANCEMENT:BIP 2026

IMPUTATION: 60 13 160 033000013523415

Février 2026



4 FEV 2026

TABLE DES SIGLES

A RMP : Agence de Régulation des Marchés Publics

BP U : Bordereau des Prix Unitaires

DQ E : Devis Quantitatif et Estimatif

MINMAP: Ministère des Marchés Publics

MO/MOD: Maître d'Ouvrage/Maître d'Ouvrage Délégué

SDPU: Sous-Détail des Prix Unitaires

CIPM : Commission Interne de Passation des Marchés

CCCM : Commission Centrale de Contrôles des Marchés Publics

CSPM : Commission Spéciale de Passation de Marchés Publics

CDP M: Commission Départementale de Passation des Marchés Publics

DTAO: Dossier Type d'Appel d'Offres

DAO: Dossier d'Appel d'Offres

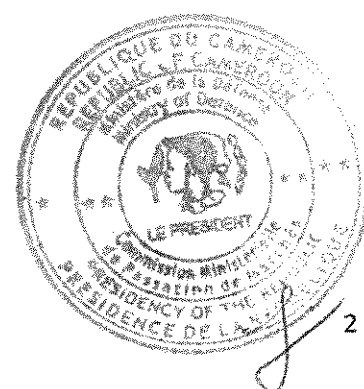


TABLE DES MATIERES

Pièce N°1. Avis d'Appel d'Offres (AAO)	10
Pièce N°2. Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)	24
Pièce N°3. Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	56
Pièce N°4. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).....	81
Pièce N°5. Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).....	116
Pièce N°6. Cadre du bordereau des prix unitaires	120
Pièce N°7. Cadre du détail quantitatif et estimatif	125
Pièce N°8. Cadre du sous-détail des prix	129
Pièce N°9. Modèle de marché	133
Pièce N°10. Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires.....	138
Pièce N°11. La Charte d'Intégrité	165
Pièce N°12. La Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales 170	
Pièce N°13. Visa de maturité ou Justificatifs des études préalables	174
Pièce N°14. Liste des organismes habilités à émettre des cautions dans le cadre des Marchés.....	177
Pièce N°15. Procédure de passation des marchés en ligne.....	174



PIECE N°1

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)



MINISTERE DE LA DEFENSE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°260871/ AONO/MINDEF/CIPM/2026 du 06 FEVRIER 2026 pour le raccordement moyenne tension au 3^{ème} bataillon d'Intervention de la Brigade du Quartier Général à AYOS, département du NYONG et MFOUMOU, région du centre.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public 2026, le Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense lance un appel d'offres national ouvert pour le raccordement en moyenne tension au 3^{ème} bataillon d'Intervention du quartier général à AYOS.

2. Consistance des travaux

Une étude doit être faite pour évaluer et indiquer le chemin à suivre depuis le point de connexion jusqu'au niveau de la pose du transformateur sur une distance de un (1) km:

Travaux préparatoires

- Les études et piquetage qui consisteront à donner une distance entre les poteaux du point départ au point d'arrivée y compris le débroussaillage, l'abattage des arbres, l'installation du chantier y compris la confection d'une plaque de chantier et la production d'un projet d'exécution.

Réseau triphasé moyenne tension

Il sera procéder par la réalisation des fouilles manuels de 1,50m de profondeur pour les poteaux béton 400 et 500 dAN et 1,70 pour ceux de 800 et 1000 dAN en fonction des sols ; ensuite l'armement des poteaux par la pose des ferrures de tête, les tiges renforcées, les isolateurs rigide, les chaînes d'ancrage 4 elts 34/54mm², les fers U pour ancrage MT, les herses métalliques 3/4, les nappes vouté rigide simple ; après par le déroulage et pose des câbles, la confection des bretelles de déviation MT ; la confection MALT IACM, la confection plateforme de manœuvre ; la pose de l'IACM et enfin par la pose des plaques de numérotation.

Equipement et poste transformateur H61-30KV/B2

Le transformateur équipé d'un poste H61 160KVA-30KV/B2 devra être installé sur un support béton de 1000 dAN ; ensuite les CC à expulsion, parafoudre, interrupteur ou disjoncteur DHP ; enfin la mise à la terre.

Réseau basse tension triphasée 4x70mm²+EP et NP

Les études et piquetage seront faites pour évaluer et indiquer le chemin à suivre depuis le pont du transformateur jusqu'au niveau du local technique BT ; après la réalisation des fouilles manuelles en puit de 1,50m de profondeur pour les poteaux BT de 300 et 400 dAN en fonction des sols ; l'armement des poteaux, les raccords BT, le déroulage et la pose des câbles préassemblés 4x70mm²+NP+EP et 4/25mm², la pose des lampadaires et interrupteur crépusculaire et enfin la mise à la terre.

Comptage BT et abonnement

Il s'agit ici de la construction d'une niche et comptage BT type simplifier avec dalle, porte métallique ; ensuite la pose d'une armoire de comptage BT ; la pose d'un châssis de comptage ; la pose d'un disjoncteur compact 400A et enfin la pose d'un ENS cosses Alu-CU pour câble préassemblé.

*J*⁵

Etudes et contrôle ENEO

ENEO doit faire des études et contrôles pour la connexion et validation de ces travaux dans le réseau.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont en un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **cinquante un million neuf cent-vingt-un mille (51 921 000) FCA TTC.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **quatre (04) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises ou groupements d'entreprises de droit camerounais ayant les compétences dans le domaine.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public de l'exercice budgétaire 2026 Sur la ligne d'imputation budgétaire n°**60 13 160 033000013523415**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : **en ligne.**

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée et acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la CDEC dont le montant s'élève à **un million trente-huit mille quatre cent vingt (1 038 420) FCFA** il est égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

6

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Ministère de la Défense/ Direction du Budget et des Equipements/Service des Marchés, Téléphone n° 222 23 84 20, BP : 1162 aux heures ouvrables (7h30-15h30), dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés du Ministère de la Défense, Tél : 222 23 84 20 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme de **soixante-quinze mille (75.000) FCFA**, non remboursable, représentant les frais d'achat du DAO payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 10 MARS 2026 À **11 HEURES** Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers :

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour les pièces Administratives;
- 15 MO pour l'Offre Technique;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.



- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des formats acceptés, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 10 MARS 2026 à **12 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Défense dans la salle de conférence de la Région de Gendarmerie du Centre sise à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture de l'offre, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture se fera au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

IL s'agit notamment:

- + De l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture de l'offre ;
- + De la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture de l'offre, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture de l'offre, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- + Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- + Note technique inférieure à 80% (au moins 26 « OUI » sur 33);
- + De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- + Du non-respect du format de fichier des offres ;
- + L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- + De l'absence de possession en propre ou en location d'un camion à bras de gru;
- + De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- + De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- + De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- + De l'absence de l'agrément ENEO ;
- + Absence d'attestation de visite de site des travaux ;
- + De l'absence d'une attestation de solvabilité bancaire supérieure ou égale à **trente-quatre millions cinq cent mille (34 500 000) FCFA** délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des finances.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- + la présentation de l'Offre ;
- + Délais de livraison;
- + les Références du soumissionnaire;
- + la qualification et l'expérience du personnel ;
- + les moyens logistiques ;
- + la méthodologie.

NB : Ces critères seront détaillés à l'article 6.1 du RPAO

Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à SERVICE DES MARCHES (SIGAMP), du Ministère de la Défense, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

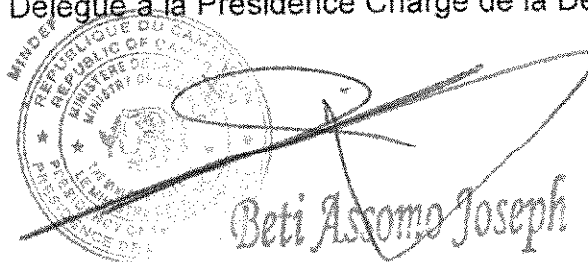
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, le MO au numéro 222 23 84 20

Yaoundé, le 06 FEV 2020

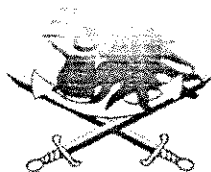
Le Ministre Délégué à la Présidence Chargé de la Défense

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- P/CIPM
- Affichage
- Archives/chrono



The block contains an official circular stamp of the Ministry of Defense of the Republic of Cameroon. The stamp includes the text 'MINISTRE DE LA DEFENSE', 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN', and 'LE MINISTRE'. Overlaid on the stamp is a large, stylized signature in black ink that reads 'Beti Assomo Joseph'.



MINISTRY OF DEFENSE

INTERNAL PROCUREMENT COMMISSION

1260871

06 FEB 2026

Notice of Open National Invitation to Tender No...../ AONO/MINDEF/CIPM/2026 of.....
for the medium voltage connection to the 3rd Intervention Battalion of the headquarters in
AYOS, department of NYONG and MFOUMOU, central region.

1. Purpose of the Invitation to Tender

Within the framework of the 2026 Public Investment Budget, the Minister Delegate to the Presidency in Charge of Defense is launching an open national invitation to tender for the medium-voltage connection to the 3rd Intervention Battalion headquarters in AYOS.

2. Scope of Work

The work includes, in particular: (brief description of the work to be carried out).

3. Phases/Lots

The work is divided into a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following the preliminary studies, is fifty one million nine hundred and twenty one thousand (51,921,000) CFA francs, including all taxes.

5. Estimated Completion Time

The maximum time allowed by the Contracting Authority for the completion of the work, which is the subject of this invitation to tender, is **four (4) calendar months**. This period begins from the date of notification of the work order to commence services.

6. Participation and Origin

Participation in this invitation to tender is open to Category D companies or consortia of companies incorporated under Cameroonian law with expertise in the field.

7. Financing
The works covered by this call for tenders are financed by the Public Investment Budget for the 2026 fiscal year, under budget line number **60 13 160 033000013523415**.

8. Submission Method

The submission method for this consultation is: **online**.

9. Bid Bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond, stamped and paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement. A list of these institutions is included in document 14 of the tender documents. This bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC (Commission for the Development of Public Procurement). The amount of the bid bond is **one million thirty eight hundred thousand four hundred and twenty (1,038,420) FCFA**, equal to 2% of the estimated total cost, including all taxes (TTC), of the contract, in accordance with the decree. The bid bond must be valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity period. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance will result in the contract being rejected. Failure to issue bid bonds for public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the

04 FEB 2026

11

tender in question will be considered invalid. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The physical documents may be consulted free of charge at the Ministry of Defense/Directorate of Budget and Equipment/Procurement Department, Telephone No. 222 23 84 20, P.O. Box: 1162, during business hours (7:30 a.m. - 3:30 p.m.), from the date of publication of this notice.

They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the tender documents can be obtained from the Procurement Department of the Ministry of Defense, Tel: 222 23 84 20, upon publication of this notice, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of **seventy five thousand (75,000) FCFA**, a non-refundable fee representing the cost of purchasing the tender documents.

It is also possible to obtain the electronic version of the documents by free download from the addresses indicated above. However, electronic submission is conditional upon payment of the cost of purchasing the tender documents.

12. Submission of Bids

The bidder must submit the bid on the **COLEPS platform** no later than **MARCH 10, 2026** To [Name of sender], a backup copy of the offer saved on a USB drive must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the above information, within the specified timeframe.

The maximum file sizes for documents submitted via the platform as part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative documents;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Bidding teams should use compression software to reduce the size of their submitted files.

13. Eligibility of Bids

The following will be rejected by the Contracting Authority:

- Bids bearing information about the bidder's identity;
- Bids received after the submission deadline;
- Bids not conforming to the submission instructions;
- Bids without identifying the Invitation to Tender.

Any incomplete bid, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the accepted formats, will result in the outright rejection of the

bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

14. Opening of Bids

The bids will be opened in a single session and will take place on MARCH 10, 2026 at 12 o'clock by the Internal Procurement Commission attached to the Ministry of Defense in the conference room of the Central Gendarmerie Region located in Yaoundé. Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old or have been drawn up after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

In the event that any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, after a 48-hour grace period granted by the Commission, the bid will be rejected. The bid will be opened no later than one hour after the deadline for receipt of bids specified in the Tender Documents.

15. Evaluation Criteria

The evaluation criteria are of two types: elimination criteria and essential criteria. A criterion cannot be both elimination and essential.

These criteria are designed to identify and reject incomplete bids or bids that do not substantially comply with the conditions set out in the Tender Documents, particularly those relating to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical bid to the technical specifications of the Tender Documents, and the qualifications of the bidders.

15.1 Elimination Criteria

The elimination criteria establish the minimum conditions that must be met to be admitted to evaluation according to the essential criteria. They are not subject to scoring. Failure to meet these criteria results in the rejection of the bidder's offer.

These criteria include, in particular:

- Failure to provide a bid security at the time of bid opening;
- Failure to submit, within 48 hours of bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (excluding the bid security);
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Bid not meeting at least 80% of the essential criteria;
- Failure to provide a sworn statement attesting to the absence of abandoned worksites during the last three years;
- Absence of ENEO approval;
- Failure to comply with the bid file format;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Failure to own or lease a minimum amount of equipment (to be specified by the contracting authority);
- Absence of an element of the financial offer (the bid, the unit price schedule, the bill of quantities);
- Absence of the dated and signed integrity charter;

- Absence of the dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Bank solvency certificate equal to or greater than thirty-four million five hundred thousand (34 500 000) FCFA issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance;

15.2. Essential Criteria

The so-called essential criteria are those paramount for assessing the technical and financial capacity of the candidates to perform the services that are the subject of the call for tenders.

The essential criteria for qualifying bidders will focus on:

- the presentation of the offer (order of documents, legibility, binding, clarity);
- Delivery deadlines;
- the bidder's references;
- Bidder's references;
- Project manager and logistics resources;
- Staff qualifications and experience;
- Project manager ;
- Logistics resources;
- Methodology.

Note: These criteria will be detailed in Article 6.1 of the Tender Rules.

The point system for evaluating bids is prohibited; a binary (yes or no) system is preferred.

16. Award

The Contracting Authority awards the contract to the bidder who submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts.

17. Validity Period of Bids

Bidders remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline for submitting bids.

18. Additional Information

Additional information can be obtained during business hours from the Procurement Department (SIGAMP), Ministry of Defense, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Combating Corruption and Malpractice

To report any corruption, acts, or malpractice, please contact CONAC at 1517, the Ministry of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or the Ministry of Public Procurement at 222 23 84 20.

Yaoundé, 06 FEB 2025

The Minister Delegate to the Presidency in Charge of Defense

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- P/CIPM
- Display
- Archives/Chronology



Beti Assomo Joseph